ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2008

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2009 - (n° 1127)
(Seconde partie)
(Seconde délibération)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II - 6

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 35

État B**Mission "Aide publique au développement"**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Aide économique et financière au développement	0	7 082 853
Solidarité à l'égard des pays en développement	0	6 875 543
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Développement solidaire et migrations	0	163 880
TOTAUX	0	14 122 276
SOLDE	-14 122 276	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement prend en compte les éléments suivants :

- 1) une majoration de crédits destinée à abonder, à titre non reconductible et conformément au souhait exprimé par votre commission des finances, de 514.200 € le plafond de la mission « Aide publique au développement ».

Ces crédits seront imputés de la façon suivante :

- 11.500 € sur le programme « Aide économique et financière au développement », action 01 « Aide économique et financière multilatérale », titre 6, catégorie 64 ;
- 8.400 € sur le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement », action 01 « Animation du réseau et coordination de l'aide au développement », titre 6, catégorie 64 ;
- 50.000 € sur le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement », action 02 « Politiques et stratégies sectorielles bilatérales dans les pays émergents et à revenu intermédiaire », titre 6, catégorie 64 ;
- 305.500 € sur le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement », action 03 « Politiques et stratégies sectorielles bilatérales dans les pays de la ZSP et les PMA », titre 6, catégorie 64 ;
- 138.800 € sur le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement », action 06 « Aide humanitaire et alimentaire », titre 6, catégorie 64.

- 2) une minoration des crédits de 14.636.476 € destinée à financer les mesures annoncées par le Président de la République en faveur de l'emploi.

Cette minoration est répartie de la façon suivante :

- -7.094.353 € sur le programme « Aide économique et financière au développement »,
- -7.378.243 € sur le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement » ;
- -163.880 € sur le programme « Développement solidaire et migrations ».